même aujourd'hui car les promesses de la France n'ont nullement été tenues.

Ce manque de hardiesse était déterminé par l'attitude des pays arabes en général et de l'Egypte en particulier. Leur soutien à la lutte du peuple algérien demeurait limité ; il était assujetti aux fluctuations de leur diplomatie. La France exerçait une pression particulière sur le Moyen-Orient en monnayant son aide économique et militaire et son opposition au Pacte de Bagdad. Elle avait notamment essayé de peser de toutes ses forces pour paralyser les armes psychologiques et morales dont le F.L.N. dispose.

L'attitude des pays non arabes du bloc afro-asiatique était conditionnée, semble-t-il, par le souci, d'une part, de ne jamais dépasser celle des pays arabes, par le désir, d'autre part, de jouer un rôle déterminant dans les problèmes tels que ceux du désarmement et de la coexistence pacifique.

Ainsi, l'internationalisation du problème algérien dans sa phase actuelle a renforcé la prise de conscience universelle sur l'urgence du règlement d'un conflit armé pouvant affecter le bassin méditerranéen et l'Afrique, le Moyen-Orient et le monde entier.

Nos contacts avec les dirigeants des pays frères n'ont jamais été autre chose que des contacts d'alliés et non d'instruments.

Nous devons veiller d'une façon systématique à conserver intacte l'indépendance de la révolution algérienne. Il convient de réduire à néant la calomnie lancée par le gouvernement français, sa diplomatie, sa grande presse pour nous présenter comme une rébellion artificiellement fomentée de l'étranger, n'ayant pas de racines dans la nation algérienne captive.

1) Provoquer chez les gouvernements du congrès de Bandoeng, en plus de l'intervention à l'O.N.U., des pressions diplomatiques, voire économiques directes sur la France.

2) Rechercher l'appui des Etats et des peuples d'Europe, y compris les pays nordiques et les démocraties populaires ainsi que les pays d'Amérique latine.

3) S'appuyer sur l'émigration arabe dans les pays de l'Amérique latine.

Dans ce but, le F.L.N. a renforcé la délégation algérienne en mission à l'extérieur. Il devra avoir :

a) Bureau permanent auprès de l'O.N.U. et aux U.S.A. ;

b) Délégation dans les pays d'Asie ;

c) Délégations itinérantes pour la visite des capitales et la participation aux rassemblements mondiaux culturels, estudiantins, syndicaux, etc. ;

d) Propagande écrite créée par nos propres moyens : bureaux de presse, édition de rapports, documents par la photo et le film.